

Formation permanente des réviseurs agréés

Permanente vorming van erkende revisoren

FSMA



AUTORITEIT
VOOR FINANCIËLE
DIENSTEN
EN MARKTEN

AUTORITÉ
DES SERVICES
ET MARCHÉS
FINANCIERS



OPC, Sociétés de gestion d'OPC et SIR
ICB's, beheerverenootschappen van ICB's
en GVV's

4 décembre 2020

Agenda

1. Sociétés de gestion d'OPCVM et d'OPCA publics
2. Uitkeringsplicht, resultaatverwerking en uitkeringsbeperking bij GVV's
3. Analyses des fonds publics belges mises en perspective par les risques liés à Covid 19



Sociétés de gestion d'OPCVM et d'OPCA publics

FSMA



AUTORITEIT
VOOR FINANCIËLE
DIENSTEN
EN MARKTEN

AUTORITÉ
DES SERVICES
ET MARCHÉS
FINANCIERS



Exemples de constats positifs et négatifs-
rapport et description du CI – réunions
annuelles réviseurs

Séverine Fratta

Introduction

- Qui suis-je ?
- Pourquoi vous parler des constats positifs et négatifs :
 - en matière de contrôle interne des sociétés de gestion d'OPCVM/OPCA et
 - des réunions annuelles avec vous ?
- Votre avis nous importe !

Sommaire

- Nouvelle circulaire contrôle interne (« CI ») : avant-après.
- Exemples de constats positifs et négatifs:
 - Rapport de CI (+ méthode de scoring)
 - Description CI
 - Fiches prestataires de services cruciaux
 - Réunions annuelles réviseurs
- Exemples de thèmes phares pour OPM en 2021.

Nouvelle circulaire FSMA_2019_19 du 5/08/2019 (« la Circulaire »): avant-après

Avant :

- Rapport annuel sur l'évaluation du contrôle interne à établir par la direction effective de chaque société de gestion d'OPCVM/OPCA.
- Ce rapport restait trop souvent limité à une description de l'organisation du contrôle interne et contenait trop peu d'informations sur les contrôles effectivement opérés, leurs résultats et les mesures prises pour remédier aux manquements constatés.

Nouvelle circulaire FSMA_2019_19 du 5/08/2019 : avant-après

Après :

La direction effective doit établir :

- D'une part, un rapport annuel sur l'évaluation du contrôle interne (« rapport de CI »): sous forme de réponses aux questions de la « survey » via fimis et d' annexes à ajouter. Doit être clôturé au moins un mois avant la date de l'AG annuelle.
- D'autre part, une description du CI, dans un document spécifique, et des fiches de prestataires de services cruciaux. Ces documents devaient être transmis via eCorporate pour la première fois le 28 février 2020. Ils doivent ensuite nous être communiqués à chaque modification significative.

Rapport de CI- méthode de scoring

Méthode de scoring

Différente selon le type de questions :

Questions à score automatique :

- Questions fermées : ex : « *Le conseil d'administration a-t-il réellement évalué, au cours de l'exercice écoulé, si l'entreprise dispose d'un contrôle interne adéquat, en se basant à cet effet sur un rapport de la direction effective ?*

Rapport CI- méthode de scoring

Questions avec score à attribuer :

- Le titulaire du dossier attribue un score sur la base des réponses données par la société et la grille de scoring établie par le service OPM. Le cas échéant, il contacte la société.
- Ex. de question 1 : « *Sur base de quels documents la direction effective a-t-elle évalué le contrôle interne ?* »
- Ex. de question 2 : « *Le compliance officer agréé a-t-il formulé dans son rapport des remarques ou recommandations à l'attention de l'entreprise ? Si oui, joignez le document dans lequel ces recommandations sont exposées.* »

Rapport de CI-Méthode de scoring

Questions sans score :

- Le titulaire analyse les réponses données par la société
- Ex. de question: « *Le commissaire a-t-il émis des observations dans son rapport ? Si oui, quelle était l'observation ? Le conseil d'administration a-t-il pris position à ce sujet ?* »

Question : quelles actions entreprend le titulaire en cas d'observations émises par le commissaire ?

Action : Le titulaire contacte la société :

- si les observations du commissaire posent question.
- pour lui demander, le cas échéant, la raison pour laquelle le conseil d'administration n'a pas pris position.
- pour lui demander le procès-verbal contenant la position du conseil d'administration si les observations sont de nature importante.

Rapport de CI- exemples de constats positifs (CP) et négatifs (CN)

- Questions à score automatique : le fait que la société réponde non est un signal négatif. Il convient d'interroger la société dans ce cas, afin de lui demander les raisons pour lesquelles une telle réponse a été donnée.

Autres questions	CP	CN
Sur base de quels documents la direction effective a-t-elle évalué le contrôle interne ?	La société se réfère aux rapports des fonctions de contrôle indépendantes.	La société se réfère uniquement au rapport de la direction effective sur l'évaluation du contrôle interne
Le compliance officer agréé a-t-il formulé dans son rapport des remarques ou recommandations à l'attention de l'entreprise ? Si oui, joignez le document dans lequel ces recommandations sont exposées.	Le rapport de compliance téléchargé, porte sur l'exercice ayant eu lieu 1 ans avant de remplir le rapport de CI (par ex dans le rapport de CI établi en 2020, est téléchargé le rapport de compliance relatif à l'année 2019).	<p>-Le rapport de compliance ne contient aucune recommandation explicite.</p> <p>-Le rapport de compliance contient deux recommandations claires mais ne précise pas le délai endéans lequel la société doit prendre des mesures afin de s'y conformer.</p> <p>-Les recommandations de la fonction de compliance sont formulées de manière télégraphique, avec beaucoup d'abréviations.</p>

Rapport de CI- exemples de CP et de CN

Autres questions	CP	CN
<p>L'entreprise a-t-elle pris des mesures ou établi un plan d'action pour donner suite aux remarques du compliance officer agréé ? Si oui, joignez le document dans lequel ces mesures sont décrites. la mise en œuvre du plan d'action ou des mesures envisagées a-t-elle lieu/eu lieu dans les délais prévus ?</p>	<p>-La société établit un plan d'action ou un document global se rapportant à l'ensemble des recommandations et des mesures prises afin d'y répondre.</p> <p>-Le plan d'action est clair car chaque action/mesure y figurant est compréhensible, est rattachée à une recommandation, elle-même décrite dans le plan/document.</p> <p>-Le plan d'action est complet car l'identité de la personne responsable de la mise en œuvre d'une action et le délai endéans lequel l'action doit être implémentée sont précisés.</p>	<p>-La société joint plusieurs documents épars, telles que des procédures mises à jour ou des Q&A adoptés afin de répondre à des recommandations de la fonction de compliance. Elle ne joint cependant pas de plan d'action ou de document global, reprenant l'ensemble des mesures prises afin de répondre à chaque recommandation.</p> <p>-La société indique que le plan d'action et les mesures prises figurent dans le rapport de compliance.</p>

Rapport de CI- exemples de CP et de CN

Autres questions	CP	CN
<p>Le commissaire a-t-il émis des observations dans son rapport ? Si oui, quelle était l'observation ?</p> <p>Le conseil d'administration a-t-il pris position à ce sujet ?</p>	<p>La société résume clairement les observations du commissaire et indique que le conseil d'administration a pris position à cet égard.</p>	<p>La société n'indique pas quelles sont les observations du commissaire. Elle se contente d'indiquer le sujet sur lequel les observations ont été faites.</p>
<p>A quel(s) sujet(s) le conseil d'administration s'est-il réuni pour discuter de questions relatives au contrôle interne ?</p>	<p>Le conseil d'administration s'est réuni sur divers sujets tels que les plans d'action et les rapports des fonctions de compliance et de gestion des risques, le plan et le rapport de l'audit interne l'évaluation des fonctions de contrôle, les relations avec les prestataires de services cruciaux les conflits d'intérêts ,l'évaluation des risques AML etc.</p>	<p>La société répond que les sujets sur lesquels le conseil d'administration sont réunis sont indiqués dans les PV du conseil d'administration.</p>

Description du CI- exemples de CP et de CN

Constats positifs

La société suit l'ordre de l'annexe à la Circulaire quant aux éléments à inclure dans la description du contrôle interne et reprend l'ensemble des éléments y figurant.

Même si elle fait partie d'un groupe, la société inclut un organigramme clair comprenant le conseil d'administration, la direction effective, les fonctions de contrôle indépendantes et les comités mis en place pour l'entité de droit belge uniquement.

S'agissant de ses activités, la société commence par décrire ses activités de gestion collective. Pour chaque fonction de gestion collective (gestion de portefeuille, (gestion de risques), administration, commercialisation et (tâches liées aux actifs de l'OPCA)), elle indique :

- si elle l'effectue elle-même ou si elle la délègue pour tout ou en partie;
- le nombre d'ETP affectés à cette fonction;
- les lignes de reporting hiérarchiques et le cas échéant fonctionnelles et
- les contrôles clés de première ligne mis en place.

Description du CI- exemples de CP et de CN

Constats positifs

La société fournit sous forme de tableau, par charte, politique et procédure, l'ensemble des informations requises par l'annexe à la Circulaire.

Elle procède de la même manière pour les contrôles de seconde ligne.

Les informations figurant dans la description du CI sont à jour.

Description du CI- exemples de CP et de CN

Constats négatifs

La société ne décrit pas de manière logique ses activités. Elle commence par décrire les services d'investissement prestés et décrit ensuite de manière éparse dans le rapport, les fonctions de gestion exercées.

La société renvoie à des documents dont la portée est plus large que le sujet visé par l'annexe à la circulaire.

La société ne dispose pas de toutes les chartes, politiques et procédures requises par l'annexe à la Circulaire.

La société renvoie au mémorandum de gouvernance ou à d'autres documents afin de décrire certains des points requis par l'annexe à la circulaire, sans donner la moindre explication dans la description du CI.



Description du CI- exemples de CP et de CN

Constats négatifs

La société fait état de très peu de contrôles de seconde ligne et ne distingue pas les contrôles effectués par la fonction de compliance et ceux effectués par la fonction de gestion des risques.

La société ne donne aucune ou pas toutes les informations requises par la FSMA au sujet des contrôles de seconde ligne mis en place.

La société ne joint pas les versions les plus récentes de (i) son évaluation globale des risques (ii) son évaluation dans le cadre de l'AML/FT.

Sur la base de la description du CI, il apparaît que la société n'établit pas des procédures et politiques distinctes ou distinguant clairement dans le même document, les dispositions applicables aux fonctions de gestion et aux services d'investissement.

Fiches de prestataires de services cruciaux- exemples de CP et de CN

Constats positifs

La société remplit une seule fiche par entité prestataire de services cruciaux, même si cette entité est impliquée dans plusieurs sous-traitances, délégations ou prestations de services.

La société se limite à remplir des fiches pour les entités qui sont des sous-traitants, délégataires ou prestataires de services essentiels à son propre fonctionnement. Elle ne remplit donc pas des fiches pour des prestataires de services tels que le secrétariat social ou le nettoyage de ses bâtiments.

La société a établi une matrice des prestataires de services.

Fiches de prestataires de services cruciaux- exemples de CP et de CN

Constats négatifs

Les prestataires ne sont pas tous correctement catégorisés. (par ex. l'auditeur interne est considéré à tort comme un délégataire).

La société ne considère pas les délégataires/sous-traitants intra-groupe comme des prestataires de services cruciaux potentiels.

Sur la base des fiches, il apparaît que les contrats conclus avec les prestataires de services cruciaux ne contiennent pas de clause de continuité.

La société ne considère pas un prestataire de services comme crucial alors qu'il contribue à la fonction de gestion des risques, cruciale pour la société.

Réunions annuelles avec les commissaires : exemples de CP et de CN

Constats positifs

Le commissaire dispose d'une très bonne connaissance du fonctionnement et de l'organisation de la société.

Le commissaire donne une appréciation générale du fonctionnement/de l'organisation de la société de gestion d'OPCVM/OPCA et ce, de manière argumentée.

Le commissaire fait part des points d'attention "à venir" (impact des grands projets, changements d'organisation, ajustement de la stratégie, impact des nouvelles technologies, relation avec le reste du groupe, etc.)

Réunions annuelles avec les commissaires : exemples de CP et de CN

Constats positifs

Le commissaire propose d'initiative d'organiser une réunion de suivi des différents points ouverts à l'issue de la réunion.

Le commissaire demande à la FSMA quels sont les points d'attention relatifs à la société et propose de suivre ce points.

Le commissaire assiste aux réunions du comité d'audit de la société de gestion d'OPCVM/OPCA.

Le commissaire est informé des discussions relatives au contrôle interne qui ont lieu au sein de la société.

Réunions annuelles avec les commissaires : exemples de CP et de CN

Constats négatifs

Lorsque le commissaire de la société de gestion d'OPCVM/OPCA est également celui de la société mère établissement de crédit, il semble davantage axer son contrôle sur la société mère, perdant ainsi de vue les spécificités de la société de gestion d'OPCVM/OPCA.

Le commissaire formule principalement des commentaires sur les états financiers de la société de gestion d'OPCVM/OPCA. Il ne dispose pas d'une vue suffisamment précise sur le fonctionnement des organes et du contrôle interne de la société.

Le commissaire ne dispose pas d'une vue suffisamment précise sur les risques encourus par la société.

Questions



Uitkeringsplicht, resultaatverwerking en uitkeringsbeperking bij GVV's

FSMA



AUTORITEIT
VOOR FINANCIËLE
DIENSTEN
EN MARKTEN

AUTORITÉ
DES SERVICES
ET MARCHÉS
FINANCIERS



Johan Lembrecht - Katrien Kestens

AGENDA

INLEIDING

DOEL AANBEVELINGEN

OVERZICHT BEHANDELDE PUNTEN

1. Uitkeringsplicht/uitkeringsbeperking
2. Verwerking van de deelnemingen
3. Invloed van negatieve onbeschikbare reserverubrieken op de uitkeringsbeperking
4. Herclassificaties bij de verkoop van vastgoed
5. Toelichtingen



INLEIDING

Bij hun dividenduitkering dienen de Belgische openbare GVV's rekening te houden met twee vereisten:

Uitkeringsplicht

Uitkeringsbeperking

Berekeningsschema's opgenomen in Bijlage C van het GVV-KB

DOEL VAN DE AANBEVELINGEN

- Harmoniseren van de berekening van
 - het verplicht uit te keren resultaat en
 - het uitkeerbaar vermogen tussen de verschillende openbare GVV's
- Verbeteren van de toelichtingen die worden opgenomen bij de berekeningsschema's

AGENDA

INLEIDING

DOEL AANBEVELINGEN

OVERZICHT BEHANDELDE PUNTEN

1. **Uitkeringsplicht/uitkeringsbeperking**
2. Verwerking van de deelnemingen
3. Invloed van negatieve onbeschikbare reserverubrieken op de uitkeringsbeperking
4. Herclassificaties bij de verkoop van vastgoed
5. Toelichtingen



UITKERINGSPLICHT

Bij hun dividenduitkering dienen de Belgische openbare GVV's rekening te houden met :

UITKERINGSPLICHT

- Positieve verschil tussen:
 - $80\% * [\text{gecorrigeerd resultaat (A)} + \text{de netto-meerwaarden bij realisatie vastgoed (B)}]$
 - de nettovermindering van de schuldenlast
- Cashbenadering



UITKERINGSPLICHT (= CASHBENADERING)

Berekening A + B

Nettoresultaat

+ Afschrijvingen

+ Waardevermindering

- Terugnemingen van waardeverminderingen

- Terugnemingen van overgedragen en verdisconteerde huren

+/- Andere niet-monetaire bestanddelen

+/- Resultaat verkoop vastgoed

+/- Variaties in de reële waarde van vastgoed

= Gecorrigeerd resultaat (A)

+/- Gedurende het boekjaar gerealiseerde meer- en minderwaarden op vastgoed (t.o.v. aanschaffingswaarde + geactiveerde investeringskosten)

- Gedurende het boekjaar gerealiseerde meerwaarden op vastgoed vrijgesteld van de verplichte uitkering onder voorbehoud van hun herbelegging binnen een termijn van 4 jaar (idem)

+ Gerealiseerde meerwaarden op vastgoed voorheen vrijgesteld van de verplichte uitkering en die niet werden herbelegd binnen een periode van 4 jaar (idem)

= Netto-meerwaarden bij realisatie van vastgoed niet vrijgesteld van de verplichte uitkering (B)

UITKERINGSPLICHT EN UITKERINGSBEPERKING

Bij hun dividenduitkering dienen de Belgische openbare GVV's rekening te houden met twee vereisten:

UITKERINGSPLICHT

- Positieve verschil tussen:
 - $80\% * [\text{gecorrigeerd resultaat (A)} + \text{de netto-meerwaarden bij realisatie vastgoed (B)}]$
 - de nettovermindering van de schuldenlast
- Cashbenadering

UITKERINGSBEPERKING

- Art. 7:212 WVV: *geen uitkering mag geschieden indien het netto-actief [...] is gedaald of tengevolge van de uitkering zou dalen beneden het bedrag van het gestorte of, indien dit hoger is, van het opgevraagde kapitaal, vermeerderd met alle reserves die volgens de wet of de statuten niet mogen worden uitgekeerd*
- Niet-uitkeerbare reserves vastgesteld in GVV-KB

UITKERINGSBEPERKING

		Δ tov BW 31/12/X0
Gestort kapitaal		
Volgens de statuten niet-beschikbare uitgiftepremies	+	
Reserve voor het positieve saldo van de variaties in de RW van vastgoed (indien < 0 -> 0)	+	RR/OCI
Reserve voor de impact op de reële waarde van geschatte mutatierechten en -kosten bij hypothetische vervreemding van vastgoedbeleggingen	-	RR/OCI
Reserve voor het saldo van de variaties in de reële waarde van toegelaten afdekkingsinstrumenten die onderworpen zijn aan een afdekkingsboekhouding zoals gedefinieerd in IFRS	+/-	EV of RR
Reserve voor het saldo van de variaties in de reële waarde van toegelaten afdekkingsinstrumenten die niet onderworpen zijn aan een afdekkingsboekhouding zoals gedefinieerd in IFRS	+/-	RR
Reserve voor het saldo van de wisselkoersverschillen op monetaire activa en passiva (indien < 0 -> 0)	+	
Reserve voor de omrekeningsverschillen die voortvloeien uit de omrekening van een buitenlandse activiteit	+/-	
Reserve voor het saldo van de variaties in de reële waarde van financiële activa beschikbaar voor verkoop	+/-	
Reserve voor actuariële winsten en verliezen van toegezegdpensioenregelingen (indien < 0 -> 0)	+	
Reserve voor fiscale latenties met betrekking tot vastgoed gelegen in het buitenland (indien < 0 -> 0)	+	
Reserve voor de ontvangen dividenden bestemd voor de terugbetaling van financiële schulden	+	
Andere door de algemene vergadering onbeschikbaar verklaarde reserves	+	
Wettelijke reserve	+	

RESULTAATVERWERKING ALS HULPMIDDEL

	31/12/X1
A. Nettoresultaat	
B. Toevoegingen/Onttrekkingen aan de reserves	
1. Toevoeging aan/ onttrekking van de reserve voor het (positieve of negatieve) saldo van de variaties in de reële waarde van vastgoed (-/+)	
2. Toevoeging aan/onttrekking van de reserve van geschatte mutatierechten en -kosten bij hypothetische vervreemding van vastgoedbeleggingen (-/+)	
3. Toevoeging aan de reserve voor het saldo van de variaties in de reële waarde van toegelaten afdekkingsinstrumenten die onderworpen zijn aan een afdekkingsboekhouding zoals gedefinieerd in IFRS(-)	
4. Onttrekking van de reserve voor het saldo van de variaties in de reële waarde van toegelaten afdekkingsinstrumenten die onderworpen zijn aan een afdekkingsboekhouding zoals gedefinieerd in IFRS(+)	
5. Toevoeging aan de reserve voor het saldo van de variaties in de reële waarde van toegelaten afdekkingsinstrumenten die niet onderworpen zijn aan een afdekkingsboekhouding zoals gedefinieerd in IFRS(-)	
6. Onttrekking van de reserve voor het saldo van de variaties in de reële waarde van toegelaten afdekkingsinstrumenten die niet onderworpen zijn aan een afdekkingsboekhouding zoals gedefinieerd in IFRS(+)	
7. Toevoeging aan/onttrekking van de reserve voor het saldo van de wisselkoersverschillen op monetaire activa en passiva (-/+)	
8. Toevoeging aan/onttrekking van de reserve fiscale latenties met betrekking tot vastgoed gelegen in het buitenland (-/+)	
9. Toevoeging aan/onttrekking van de reserve voor de ontvangen dividenden bestemd voor de terugbetaling van financiële schulden (-/+)	
10. Toevoeging aan/onttrekking van andere reserves (-/+)	
11. Toevoeging aan/onttrekking van overgedragen resultaten van vorige boekjaren (-/+)	
C. Vergoeding voor het kapitaal overeenkomstig artikel 13, § 1, eerste lid	
D. Vergoeding voor het kapitaal, - andere dan C	

AGENDA

INLEIDING

DOEL AANBEVELINGEN

OVERZICHT BEHANDELDE PUNTEN

1. Uitkeringsplicht/uitkeringsbeperking
2. **Verwerking van de deelnemingen**
3. Invloed van negatieve onbeschikbare reserverubrieken op de uitkeringsbeperking
4. Herclassificaties bij de verkoop van vastgoed
5. Toelichtingen



VERWERKING DEELNEMINGEN

VASTGOED IN DE RUIME ZIN (Artikel 2, 5° van de GVV-wet)

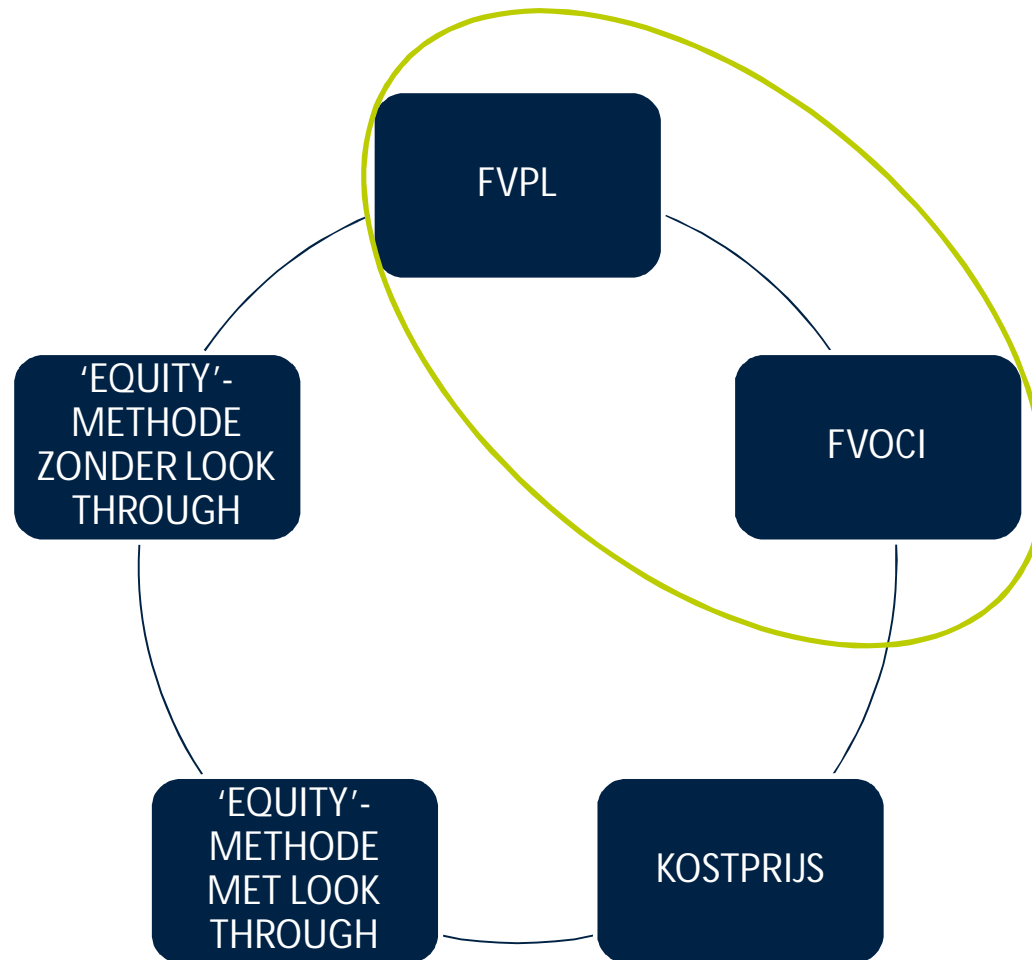
VASTGOEDBELEGGINGEN
(IAS 40)

- Reële waarde met variaties in P&L

DEELNEMINGEN
(IAS 27)

- Tegen kostprijs
- Volgens de 'equity'-methode (IAS 28)
- Tegen reële waarde

VIJF VERWERKINGSOPTIES VOOR DEELNEMINGEN IN ENKELVOUDIGE JAARREKENING



FAIR VALUE THROUGH PROFIT OR LOSS (FVPL)

PRINCIPES

- Variaties in de reële waarde in winst of verlies
- Dividenden uitgekeerd door de deelnemingen in winst of verlies

UITKERINGSBEPERKING

- Positieve saldo van de variaties in de reële waarde als onbeschikbare reserves
- Dividenden als beschikbare reserves

UITKERINGSPLICHT

- Cashbenadering
 - Variaties in reële waarde van deelnemingen worden geëlimineerd
- Dividenden verplicht uitkeerbaar

FAIR VALUE THROUGH OCI (FVOCI)

PRINCIPES

- Variaties in de reële waarde in OCI
- Dividenden uitgekeerd door de deelnemingen in winst of verlies

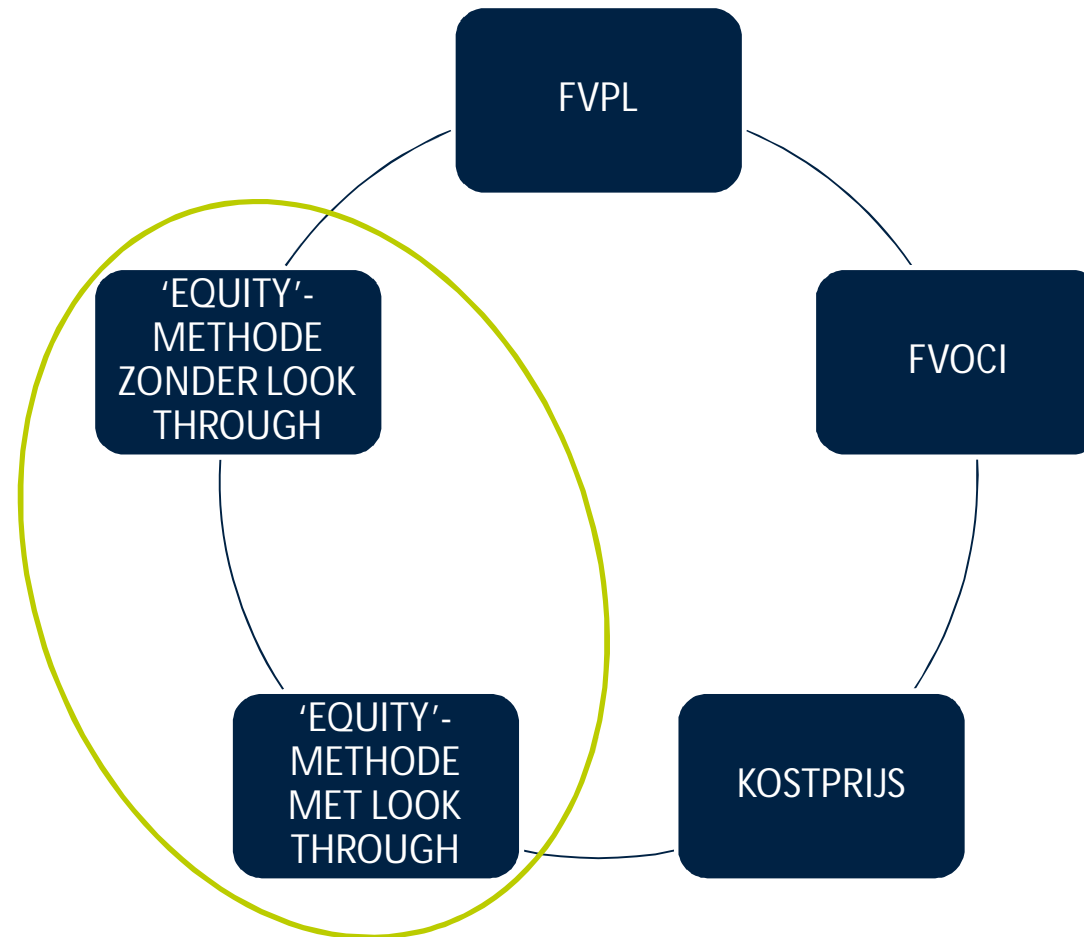
UITKERINGSBEPERKING

- Positieve saldo van de variaties in de reële waarde als onbeschikbare reserves
- Dividenden als beschikbare reserves

UITKERINGSPLICHT

- Cash-benadering
- Geen aanpassingen aan het nettoresultaat

VIJF VERWERKINGSOPTIES VOOR DEELNEMINGEN IN ENKELVOUDIGE JAARREKENING



'EQUITY'-METHODE (zonder look through)

PRINCIPES

- Aandeel in de winst/verlies van de deelneming in P&L
- Aandeel in de niet in winst of verlies opgenomen resultaten van de deelneming in OCI
- (Te) ontvangen dividenden: vermindering van de boekwaarde van de deelneming

UITKERINGSBEPERKING

- Extra reserverubriek: *'Reserve voor het saldo van het aandeel in de winst of het verlies en in de niet-gerealiseerde resultaten van deelnemingen die administratief verwerkt worden volgens de 'equity'-methode'* (indien $< 0 \rightarrow 0$)
- Dividenden van de onbeschikbare naar de beschikbare reserves via mutatie-overzicht van het eigen vermogen

UITKERINGSPLICHT

- Cashbenadering
 - Aandeel in de winst of het verlies van de deelneming elimineren in uitkeringsplicht
 - Dividenden ontvangen van de deelneming toevoegen aan uitkeringsplicht

'EQUITY'-METHODE - UITKERINGSBEPERKING

	Δ tov BW 31/12/X0	Δ tov BW 31/12/X1
Gestort kapitaal		
Volgens de statuten niet-beschikbare uitgiftepremies (+)		
Reserve voor het positieve saldo van de variaties in de RW van vastgoed	/	/
....		
Reserve voor het saldo van het aandeel in de winst of het verlies en in de niet-gerealiseerde resultaten van deelnemingen die administratief verwerkt worden volgens de 'equity'-methode (indien < 0 → 0)		
...		

'EQUITY'-METHODE - RESULTAATVERWERKING

	31/12/X1	31/12/X2
A. Nettoresultaat		
B. Toevoegingen/Onttrekkingen aan de reserves		
Toevoeging aan/ onttrekking van de reserve voor het (positieve of negatieve) saldo van de variaties in de reële waarde van vastgoed (-/+)		
...		
Toevoegingen aan de reserve voor het aandeel in de winst of het verlies en in de niet-gerealiseerde resultaten van deelnemingen die administratief verwerkt worden volgens de 'equity'-methode		
...		
Beschikbare reserves		

'EQUITY'-METHODE - UITKERINGSPLICHT

Aandeel in de winst of het verlies van de deelneming:

- zit in het nettoresultaat van de GVV
- is een niet-cashresultaat, dus elimineren voor berekening uitkeringsplicht

Dividenden ontvangen van de deelneming:

- zitten niet in het nettoresultaat van de GVV
- zijn een cash-resultaat, dus toevoegen aan uitkeringsplicht

Berekening A + B	X1	X2
Nettoresultaat		
+/- Variaties in de reële waarde van vastgoed		
+/- Andere niet-monetaire bestanddelen		
+ Dividenden ontvangen van deelnemingen die administratief verwerkt worden volgens de 'equity'-methode		
...		
= Gecorrigeerd resultaat (A)		

EQUITY METHODE MET DOORKIJK- OF 'LOOK THROUGH' BENADERING

- Verplichting tot uitkering en uitkeringsbeperking hebben betrekking op de enkelvoudige jaarrekening
- Praktijk: uitkeringspercentage soms toegepast op het geconsolideerd nettoresultaat
 - Zogenaamde 'doorkijkbenadering'

EQUITY METHODE MET DOORKIJK- OF 'LOOK THROUGH' BENADERING

Principe:

- Consolidatiebenadering in de enkelvoudige jaarrekening op het niveau van de uitkeringsplicht, de resultaatverwerking en de uitkeringsbeperking
- Aandeel in het resultaat van de deelnemingen in de enkelvoudige jaarrekening van de GVV wordt aan de onbeschikbare en beschikbare reserverubrieken toegewezen alsof het zou gaan om de resultaten van de moeder vennootschap GVV zelf

DOORKIJK- OF 'LOOK THROUGH' BENADERING



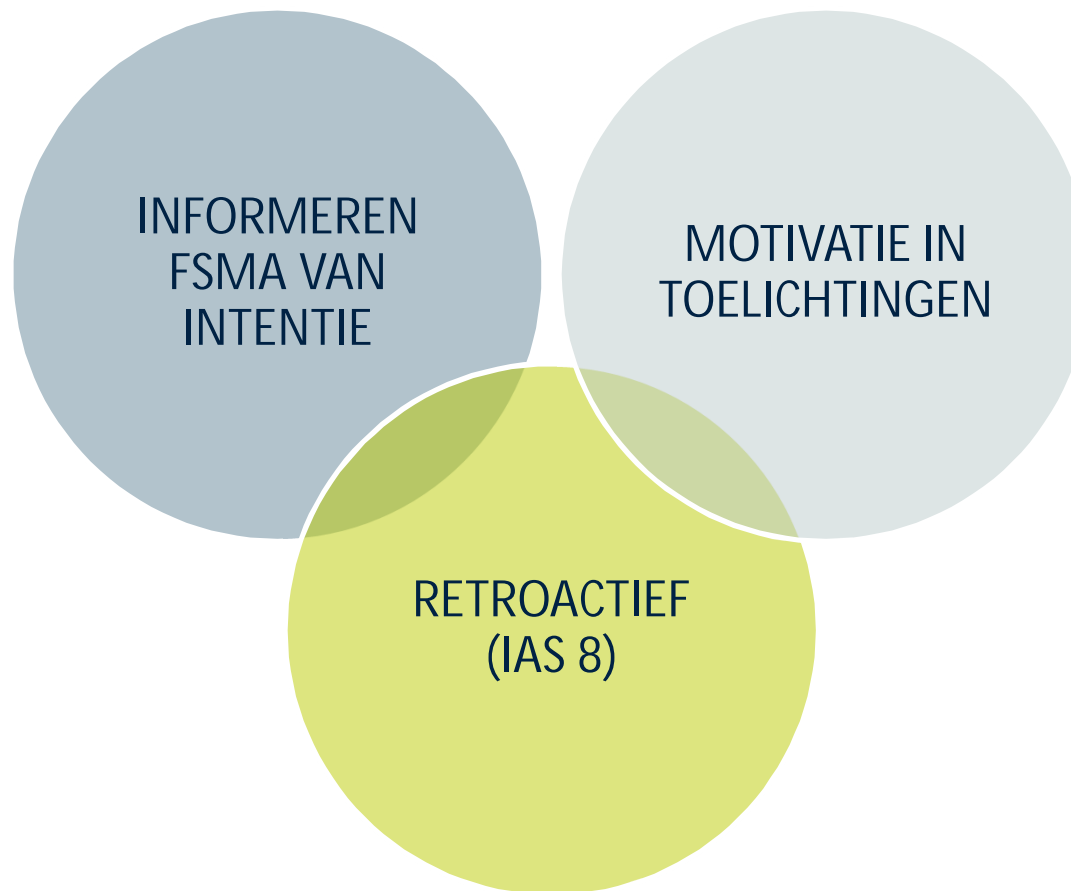
De FSMA vindt de doorkijkbenadering geen *goede praktijk*

- Niet de meest voorzichtige praktijk
- Vennootschappen die geen GVV zijn kunnen evenmin gebruik kunnen maken van dergelijke doorkijkbenadering

VOORWAARDEN TOEPASSING DOORKIJKBENADERING



OVERGANG NAAR DE DOORKIJKBENADERING



'EQUITY'-METHODE MET DOORKIJKBENADERING

PRINCIPES

- Enkel doorkijkbenadering in uitkeringsbeperking, RVW en uitkeringsplicht !
- Aandeel in de winst/verlies van de deelneming in P&L
- Aandeel in de niet in winst of verlies opgenomen resultaten van de deelneming in OCI
- (Te) ontvangen dividenden: vermindering van de boekwaarde van de deelneming

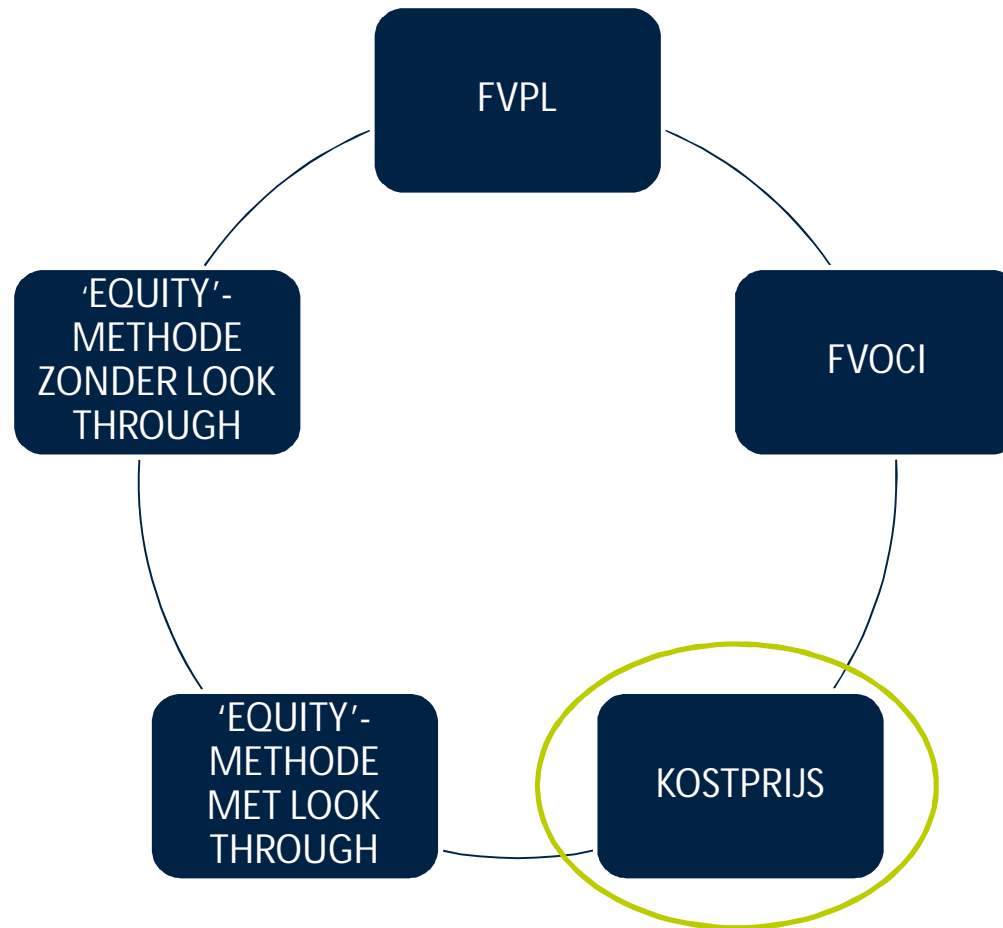
UITKERINGSBEPERKING

- Enkel 100% dochters
- Volledige doorkijkbenadering
- Samenstellende elementen van het resultaat van de deelnemingen toewijzen aan de reserverubrieken alsof het gaat om de resultaten van de moederonderneming GVV zelf

UITKERINGSPLICHT

- Enkel 100% dochters
- Volledige doorkijkbenadering (behalve voor wat niet kan worden uitgekeerd door dochter)
- Samenstellende elementen van de resultaat van belang voor
 - gecorrigeerd resultaat (A)
 - netto-meerwaarden bij realisatie vastgoed niet vrijgesteld van de verplichte uitkering (B)
- Cash-elementen in het nettoresultaat van de deelneming zijn verplicht uitkeerbaar

VIJF VERWERKINGSOPTIES VOOR DEELNEMINGEN IN ENKELVOUDIGE JAARREKENING



KOSTPRIJS

PRINCIPES

- Initieel: kostprijs
- Dividenden uitgekeerd door de deelnemingen in winst of verlies

UITKERINGSBEPERKING

- Waardeverminderingen op nul zetten
- Dividenden als beschikbare reserves

UITKERINGSPLICHT

- Cashbenadering
- Dividenden maken deel uit van het verplicht uitkeerbaar resultaat

AGENDA

INLEIDING

DOEL AANBEVELINGEN

OVERZICHT BEHANDELDE PUNTEN

1. Uitkeringsplicht/uitkeringsbeperking
2. Verwerking van de deelnemingen
3. Invloed van negatieve onbeschikbare reserverubrieken op de uitkeringsbeperking
4. Herclassificaties bij de verkoop van vastgoed
5. Toelichtingen



INVLOED VAN NEGATIEVE ONBESCHIKBARE RESERVERUBRIEKEN

Negatieve onbeschikbare reserves in de uitkeringsbeperking

Netto-actief, na de dividenduitkering, daalt onder het gestort kapitaal

Dividenduitkering leidt tot terugbetalen kapitaal aan de aandeelhouders



De FSMA beveelt aan om niet onder het gestort kapitaal uit te keren

INVLOED VAN NEGATIEVE ONBESCHIKBARE RESERVERUBRIEKEN

Betere praktijk:

- Negatieve onbeschikbare reserves enkel gebruiken indien er voldoende positieve onbeschikbare reserves zijn
- Gestort kapitaal als (absolute) ondergrens voor de berekening van de uitkeringsbeperking

Indien toch uitkering onder het gestort kapitaal: expliciet vermelden in de toelichtingen



INVLOED VAN NEGATIEVE ONBESCHIKBARE RESERVERUBRIEKEN

Variaties in de reële waarde van vastgoedbeleggingen integraal onderbrengen in de reserverubriek *'Reserve voor het saldo van de variaties in de reële waarde van vastgoed'*

Gevolg:

- *'Reserve voor de impact op de reële waarde van geschatte mutatierechten en –kosten bij hypothetische vervreemding van vastgoedbeleggingen'* wordt niet langer gebruikt
- Inconsistentie met definitie reële waarde in IFRS en bedragen opgenomen in de reserverubriek valt weg

AGENDA

INLEIDING

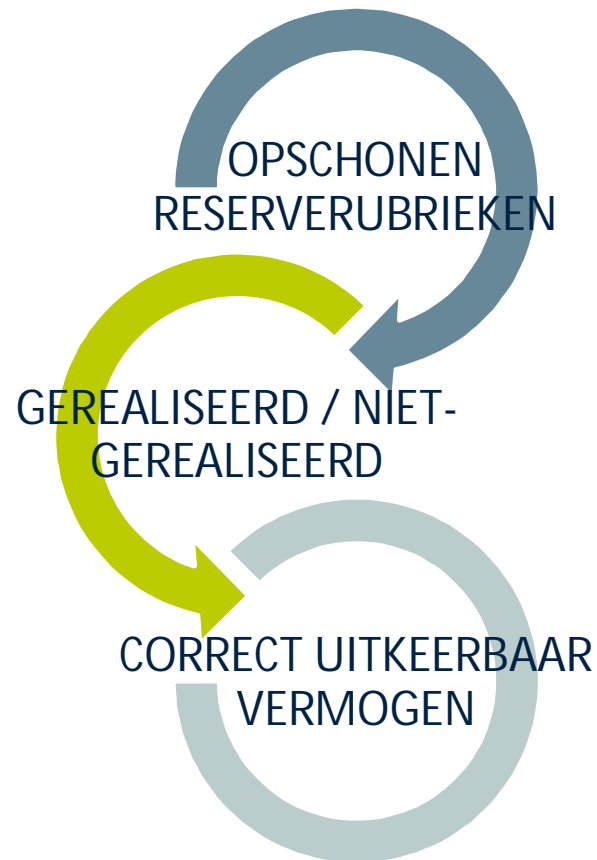
DOEL AANBEVELINGEN

OVERZICHT BEHANDELDE PUNTEN

1. Uitkeringsplicht/uitkeringsbeperking
2. Verwerking van de deelnemingen
3. Invloed van negatieve onbeschikbare reserverubrieken op de uitkeringsbeperking
4. Herclassificaties bij de verkoop van vastgoed
5. Toelichtingen



HERCLASSIFICATIES VAN ONBESCHIKBARE NAAR BESCHIKBARE RESERVE BIJ VERKOOP VASTGOED



HERCLASSIFICATIES VAN ONBESCHIKBARE NAAR BESCHIKBARE RESERVE BIJ VERKOOP VASTGOED

Een GVV dient passende interne inventarissen bij te houden:

- waarborgen van een correcte weergave van de reserverubrieken en een correcte berekening van het uitkeerbaar vermogen
- volledige en eenduidig
- geven detail weer van de bedragen opgenomen in de (onbeschikbare) reserverubrieken
- laten toe de opgenomen bedragen te verifiëren

Belangrijk instrument voor commissaris !!

HERCLASSIFICATIES VAN ONBESCHIKBARE NAAR BESCHIKBARE RESERVE BIJ VERKOOP VASTGOED

Verschillen in praktijk tussen:

- het ogenblik waarop herclassificaties worden doorgevoerd bij verkoop van vastgoed

Herclassificaties dienen te gebeuren in het jaar van verkoop van vastgoed

- de wijze waarop de herclassificaties worden gepresenteerd

Herclassificaties presenteren in het mutatie-overzicht van het eigen vermogen, in twee afzonderlijke lijnen

AGENDA

INLEIDING

DOEL AANBEVELINGEN

OVERZICHT BEHANDELDE PUNTEN

1. Uitkeringsplicht/uitkeringsbeperking
2. Verwerking van de deelnemingen
3. Invloed van negatieve onbeschikbare reserverubrieken op de uitkeringsbeperking
4. Herclassificaties bij de verkoop van vastgoed
5. Toelichtingen



TOELICHTINGEN

- Informatie over de uitkeringsplicht, de resultaatverwerking en de uitkeringsbeperking in één afzonderlijke toelichting
 - de berekeningsschema's
 - de commentaren bij deze berekeningsschema's
- Toelichting opsplitsen in de verschillende deelaspecten ervan

TOELICHTINGEN

Opnemen van een staat van het eigen vermogen vóór dividenduitkering maar na resultaatverwerking (inclusief een rubriek '*voorgestelde vergoeding aan het kapitaal*') in de toelichting bij de enkelvoudige jaarrekening



VRAGEN ?



https://www.fsma.be/sites/default/files/public/content/NL/circ/2020/fsma_2020_08_nl.pdf

https://www.fsma.be/sites/default/files/public/content/FR/circ/2020/fsma_2020_08_fr.pdf

Analyses des fonds publics belges mises en perspective par les risques liés à Covid 19

FSMA



AUTORITEIT
VOOR FINANCIËLE
DIENSTEN
EN MARKTEN

AUTORITÉ
DES SERVICES
ET MARCHÉS
FINANCIERS



Ivan Roisin

Contenu

A. Covid-19: conséquences pour l'asset management en Europe

1. Effet de marché
2. Effet de collecte
3. Suspensions

B. Covid-19: supervision des OPC publics belges

1. Suivi journalier
2. Suivi hebdomadaire
3. Arrêtés royaux de pouvoirs spéciaux

C. Covid-19: conséquences pour les OPC publics belges

Conclusions

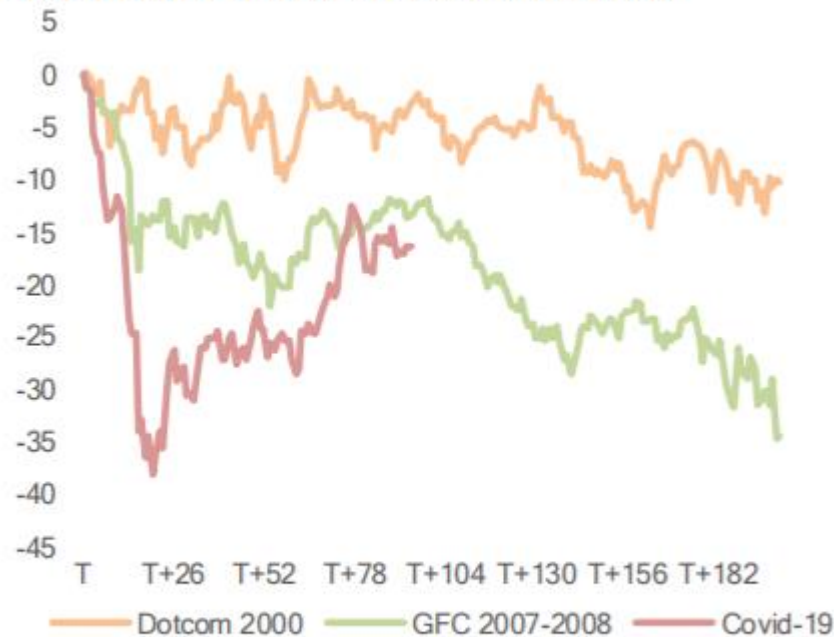


Covid-19: conséquences pour l'asset management en Europe

1. Effet de marché

Equity performance comparison

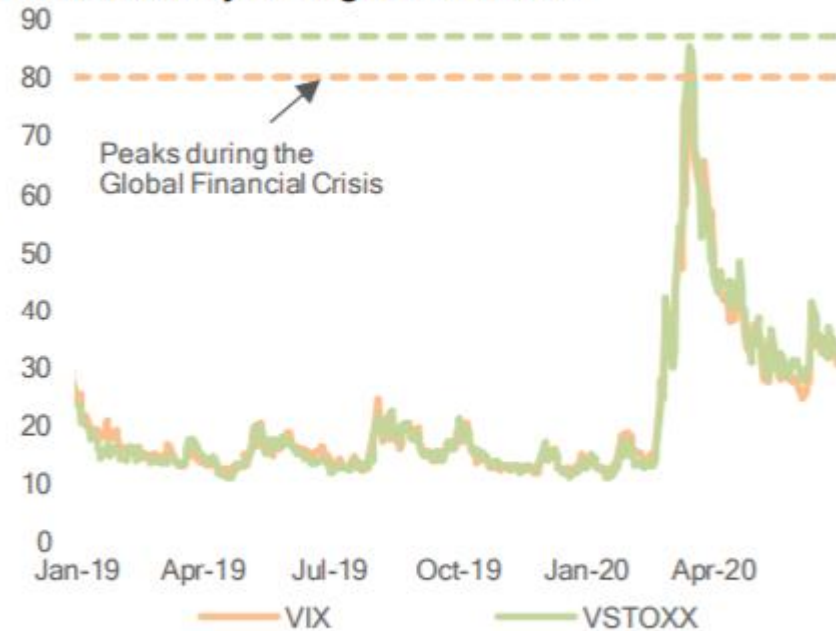
Quickest fall of Eurostoxx50 on record



Note: Change in equity prices (Eurostoxx50) in %. Start dates: Dotcom (3/3/2000), GFC (1/1/2008), Covid-19 (19/02/2020).
Sources: Refinitiv Datastream, ESMA.

Market volatilities

Peak volatility as high as in 2008



Note: Implied volatility of S&P500 (VIX) and Eurostoxx50 (VSTOXX), in %.
Sources: Refinitiv Datastream, ESMA.

Source ESMA

- Eurostoxx 50 baisse de 11,5% le 13 mars, de 10% la dernière semaine de février et de 35% du plus haut au plus bas
- La volatilité observée est supérieure à celle observée en 2008

Covid-19: conséquences pour l'asset management en Europe

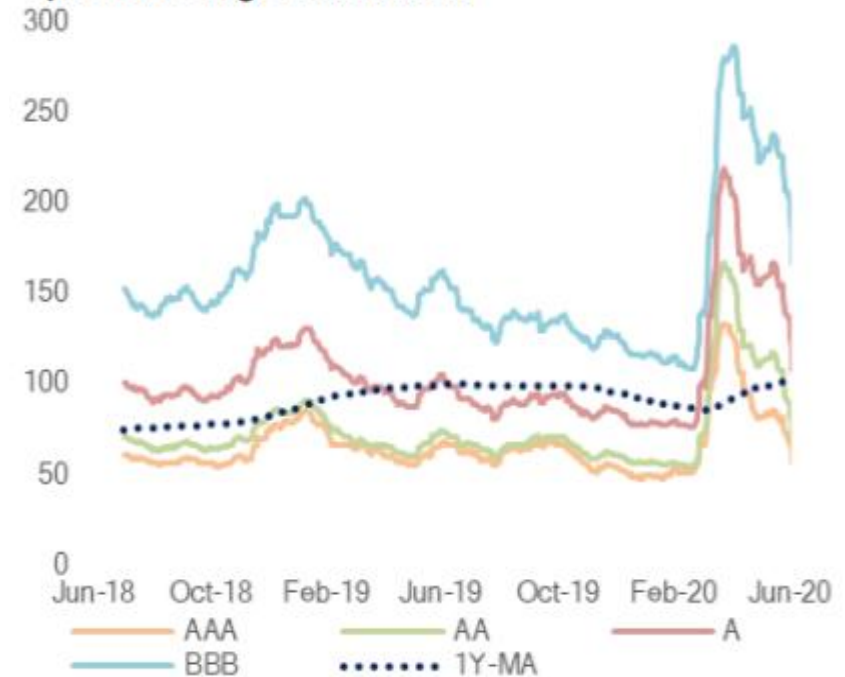
1. Effet de marché

Market value of global IG and HY corporate bond indices
Large decline, then rebound for IG and HY bonds



Note: Change in market value of BoAML global IG and HY corporate bond indices since 01/06/2018, =100.
Sources: Refinitiv Datastream, ESMA

EA corporate bond spreads
Spreads surged in March



Note: ICE BofAML EA corporate bond option-adjusted spreads by rating, in bps. 1Y-MA=one-year moving average of all indices.
Sources: Refinitiv Datastream, ESMA

Source ESMA

- Le prix des obligations corporate a baissé de près de 20%
- Les spreads des obligations corporate high yield ont grimpé en flèche

Covid-19: conséquences pour l'asset management en Europe

1. Effet de marché

Oil prices

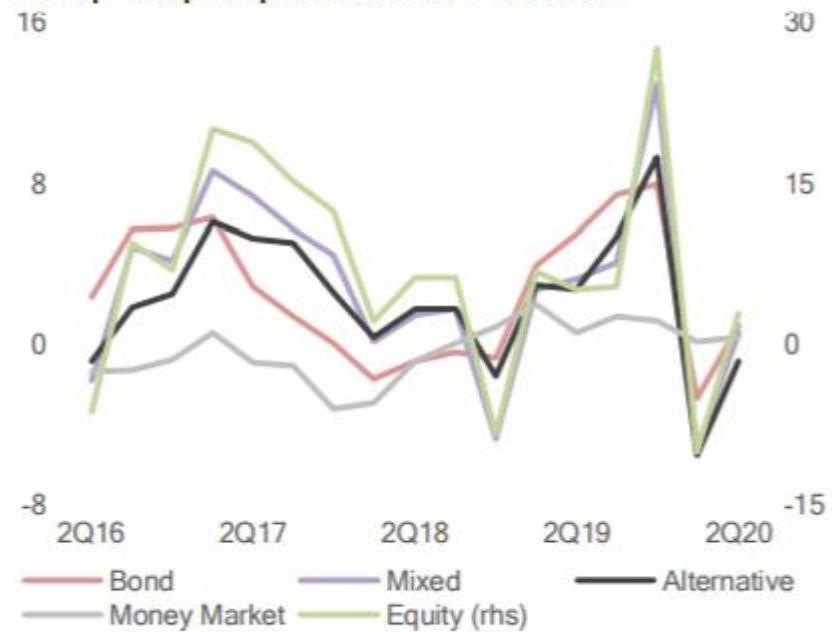
WTI price turned deeply negative in mid-April



Note: Price of Crude oil in USD, and CBOE implied volatility, in %.
Sources: Refinitiv Datastream, ESMA.

Source ESMA

UCITS annual performance by asset class
Sharp drop in performance in 1Q20



Note: EU-27 UCITS evolution of gross annual performance, retail investors, by assets class, %. Equity on the right hand side.
Sources: Refinitiv Lipper, ESMA.

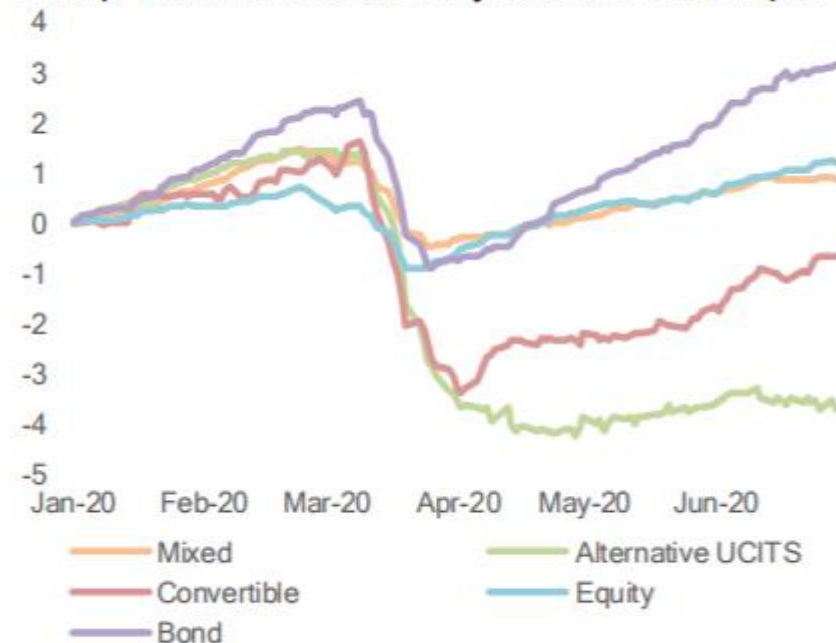
- Le prix du Brent a baissé de 85% en 2 mois. Le 20 avril le contrat future du WTI de mai a atteint -37 USD
- Au Q1 2020 la performance des OPCVM européen était -5,9% (comparée à +15,9% au Q4 2019). Les OPC d'actions ont perdu 10%, les OPC obligataires 2,6% et les OPC mixtes 5,4%

Covid-19: conséquences pour l'asset management en Europe

2. Effet de collecte

Fund flows

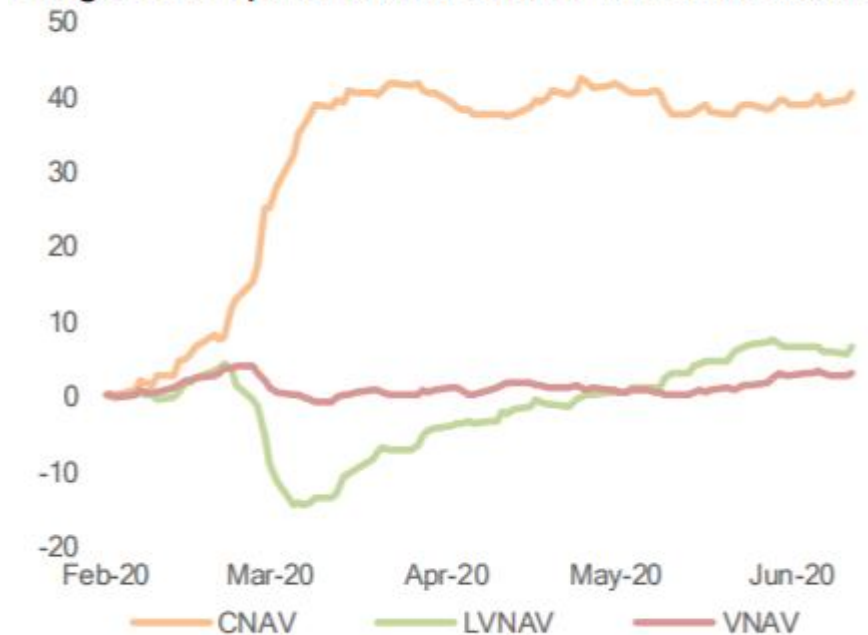
Sharp outflows followed by inflows since April



Note: Cumulative flows into UCITS, in % of NAV
Sources: Morningstar, ESMA.

MMF flows

Large redemptions from LVNAV MMFs in March



Note: Cumulative flow into EU MMFs, % of NAV.
Sources: Morningstar, Refinitiv Lipper, Crane, ESMA.

Source ESMA

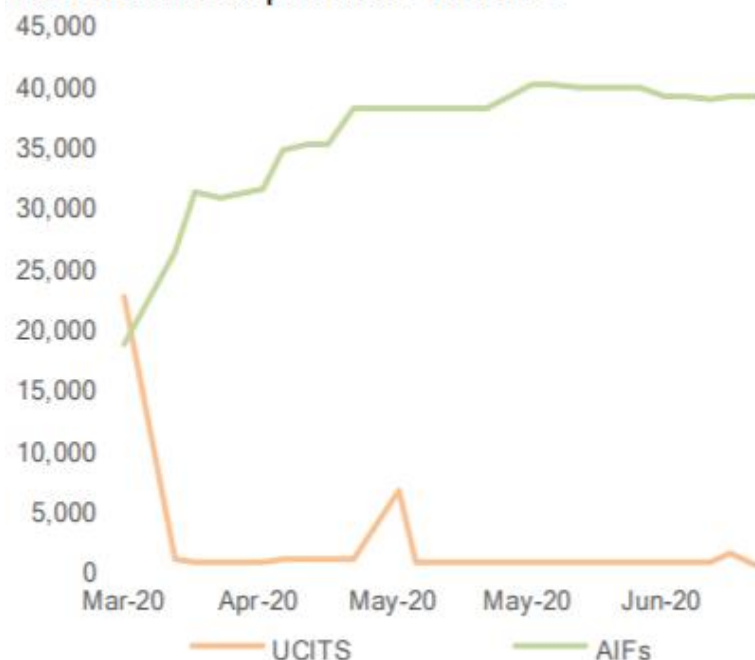
- Les remboursements net des OPCVM obligataires ont atteint 3% en mars, 1,7% pour les mixtes et 1,1% pour les actions
- Au mois de mars les actifs des Constant NAV MMF ont progressé de 40% alors que ceux des Low Volatility NAV MMF ont baissé de 20%

Covid-19: conséquences pour l'asset management en Europe

3. Suspensions

UCITS and AIFs

Increase in suspensions for AIFs



Note: Net asset value of UCITS and AIFs with suspension of redemptions, in EUR Mn.

Sources: National Competent Authorities, ESMA.

Source ESMA

- D'après Fitch Ratings, au moins 76 fonds offerts au public (AuM USD 40 milliards) ont été suspendus depuis le début de l'année en Europe (sur plus de 34,000 fonds publics européen et USD 19,000 milliards).
- Plusieurs OPCVM suédois, danois et norvégiens investissant dans des obligations corporate ont suspendu les remboursements de leurs parts au mois de mars. Ensuite les suspensions d'OPCVM sont devenues négligeables.
- Les OPCA ayant suspendu les remboursements de leurs parts représentent encore aujourd'hui plusieurs milliards. La majorité investissent dans l'immobilier. Comme en 2016 plusieurs fonds immobiliers anglais ont été suspendus
- Globalement les suspensions sont liées à l'incertitude de la valorisation des actifs et non à des difficultés pour faire face aux demandes de remboursements.

Covid-19: supervision des OPC publics belges

1. Suivi journalier

En mars la FSMA a mis en place un suivi journalier auprès des 6 principales sociétés de gestion des fonds publics belges. Le suivi journalier vise à informer la FSMA:

- Des ordres rachats et souscriptions les plus importants pour les fonds publics dont elles sont désignées société de gestion
- De l'origine des ordres
- Des éventuels problèmes de liquidité rencontrés lors de l'exécution des ordres (en ce compris la suspension ou l'usage d'instruments de liquidité - *Liquidity Management Tools*)
- De la rotation des actifs en portefeuille
- De leur vision des marchés et de questions *ad hoc* (ex. exposition particulière)
- De la mise en œuvre du *business continuity plan* et des problèmes opérationnels rencontrés suite aux contaminations et au confinement.

Covid-19: supervision des OPC publics belges

2. Reporting hebdomadaire

Depuis mars, la FSMA demandé un reporting hebdomadaire auprès des 6 agents administratifs des fonds publics belges. Le reporting hebdomadaire vise à informer la FSMA pour chaque compartiment/OPC

- Des ordres rachats et souscriptions
- De la valeur nette d'inventaire
- De l'utilisation d'un instrument de liquidité (gates, swing pricing, anti-dilution levy)
- Du dépassement de limites réglementaires et particulièrement en matière d'emprunt à court terme
- De l'utilisation significative de valorisations Mark-to-model à la place de valorisations Mark-to market.

L'évaluation du risque de liquidité des OPC publics belges est au cœur de la supervision exercée par la FSMA durant la crise. Plusieurs données relatives à la liquidité sont présentes dans les informations statistiques trimestrielles communiquées à la FMSA et attestées par le commissaire.

Covid-19: supervision des OPC publics belges

3. Arrêtés royaux de pouvoirs spéciaux

Deux arrêtés royaux concernent particulièrement les OPC publics belges: l'arrêté royal n°4 portant des dispositions en matière de droit des sociétés et des associations dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 et l'arrêté royal du 22 avril 2020 portant des mesures particulières visant à protéger les organismes de placement collectif à nombre variable de parts publics contre les conséquences de l'épidémie de COVID-19.

L'AR n° 4 instaurait, pour l'organisation des assemblées générales (AG) annuelles, spéciales ou extraordinaires, un régime à caractère optionnel. Le régime offrait la possibilité soit d'organiser l'AG à distance, soit de reporter l'AG.

- La possibilité d'organiser l'AG à distance pouvait être utilisée pour toutes les assemblées qui sont convoquées (ou auraient dû être convoquées) ou tenues entre le 1^{er} mars et le 30 juin.
- L'organe d'administration pouvait jusqu'au 30 juin 2020 décider de reporter l'AG à une date ultérieure à celle prévue dans les statuts. Il pouvait également reporter à une date ultérieure toute convocation qui avait déjà été publiée depuis le 1^{er} mars 2020.

Covid-19: supervision des OPC publics belges

3. Arrêtés royaux de pouvoirs spéciaux

L'arrêté royal du 22 avril 2020 instaure la possibilité de modifier de la fréquence de calcul de la valeur nette d'inventaire (VNI).

- En cas d'indisponibilité du personnel pour cause de maladie (contamination par le COVID-19) et ne permettant plus de réaliser normalement le calcul de la VNI de l'OPC public, possibilité de réduire la fréquence de calcul de cette VNI jusqu'à deux fois par mois.
- Décision ne nécessitant pas de modification du prospectus et des informations clés pour l'investisseur, ni des statuts ou du règlement de gestion.
- Publication d'un avis de presse pour en informer les investisseurs.
- Règles applicable jusqu'au 31 juillet 2020.

Covid-19: supervision des OPC publics belges

3. Arrêtés royaux de pouvoirs spéciaux

L'arrêté royal du 22 avril 2020 instaure un assouplissement des conditions d'utilisation d'instruments de liquidité.

- L'arrêté royal du 15 octobre 2018 a permis aux organismes de placement collectif publics à nombre variables de parts de mettre en place un certain nombre d'instruments de liquidité: swing pricing, anti-dilution levy et redemption gates.
- L'ESRB, l'ESMA et l'IOSCO, soulignent l'importance de la disponibilité et de l'utilisation en temps utile d'instruments de liquidité, en particulier en période de tensions sur les marchés.
- Le recours à des instruments de liquidité aide à traiter la problématique du *first-mover advantage*, pour que le coût de la liquidité ne soit pas pris en charge par les investisseurs qui restent dans le fonds. L'utilisation en temps utile d'instruments de liquidité réduit également le risque de ventes forcées d'actifs moins liquides en périodes de stress

Covid-19: supervision des OPC publics belges

3. Arrêtés royaux de pouvoirs spéciaux

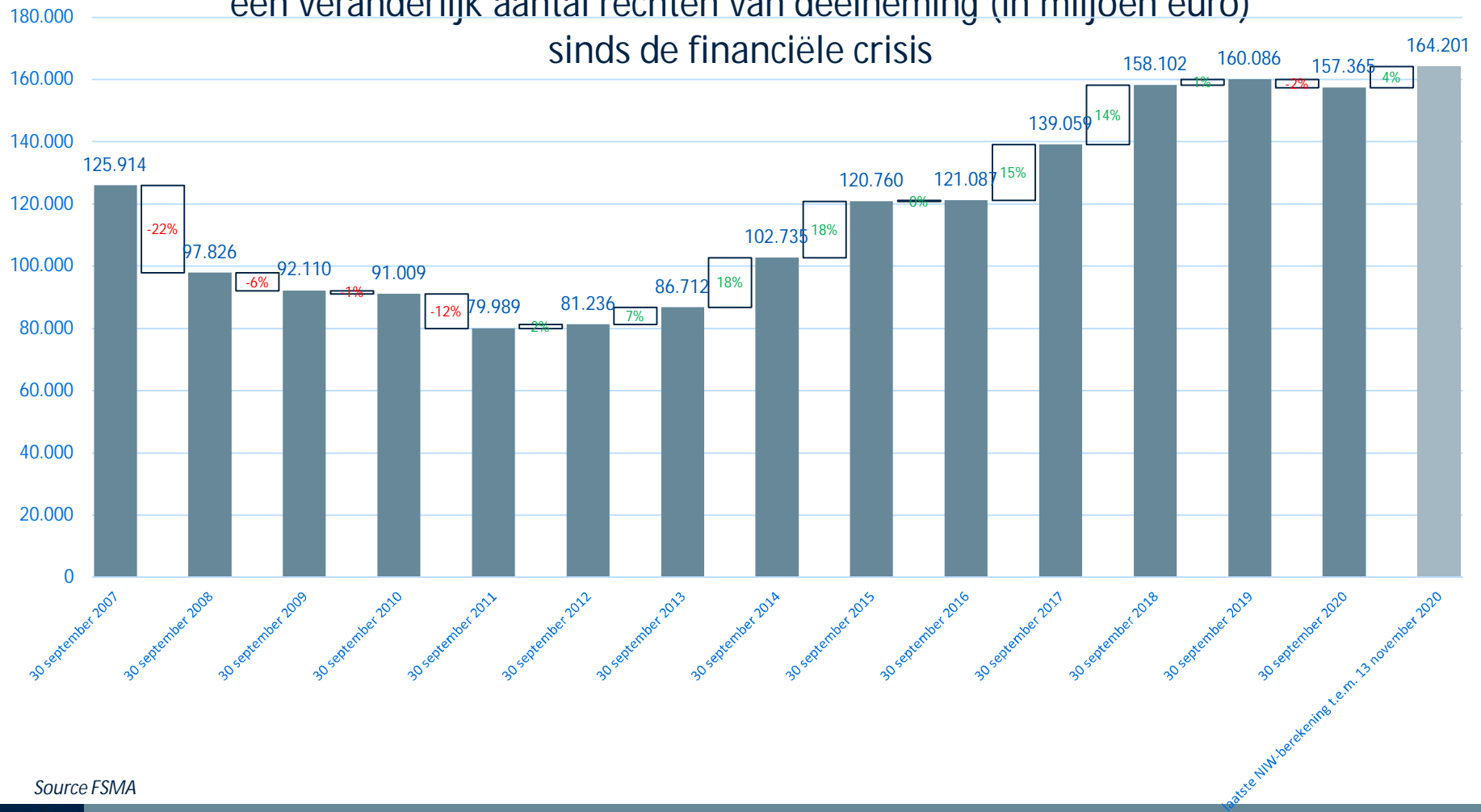
- Jusqu'au 31 juillet 2020, le recours fait à ces instruments de liquidité ne nécessitait pas une modification préalable du prospectus et des statuts ou du règlement de gestion.
- Pour le swing pricing et l'anti-dilution levy, il est nécessaire de publier un avis de presse au plus tard au moment de leur première utilisation. L'élaboration d'une politique précisant les conditions d'application des mécanismes de swing pricing et d'anti-dilution levy reste requise, de même que l'identification des conflits d'intérêts qui sont liés à l'usage de ces mécanismes.
- En cas d'utilisation de redemption gates, les obligations d'information actuelles (applicables *ex post*) à respecter à l'égard tant des autorités de contrôle que des investisseurs sont maintenues.

L'usage en temps utile d'instruments de liquidité constitue un élément essentiel de la gestion prudente du risque de liquidité d'un fonds. Il est important que les gestionnaires d'OPC publics belges prennent également les mesures nécessaires pour leur utilisation après le 31 juillet 2020.

Covid-19: conséquences pour les OPC publics belges

1. Evolution de l'actif net

Jaarlijkse evolutie van het totaal netto-actief van de Belgische openbare fondsen met een veranderlijk aantal rechten van deelneming (in miljoen euro) sinds de financiële crisis



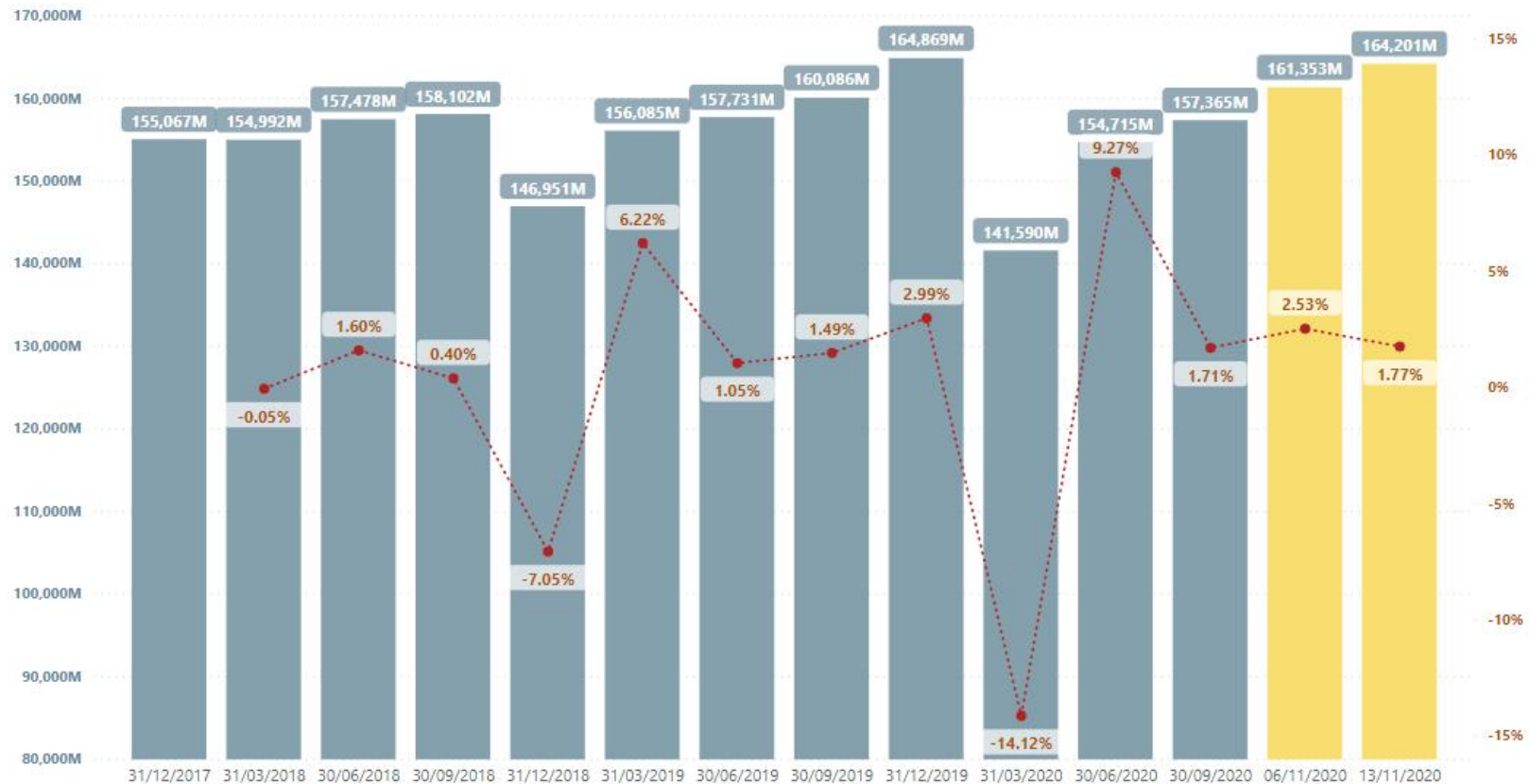
Source FSMA

laatstste NIW-berekening t.e.m. 13 november 2020

Covid-19: conséquences pour les OPC publics belges

1. Evolution de l'actif net

Trimestriële evolutie van het totaal netto-actief van de Belgische openbare fondsen met een veranderlijk aantal rechten van deelneming (in miljoen euro) sinds december 2017



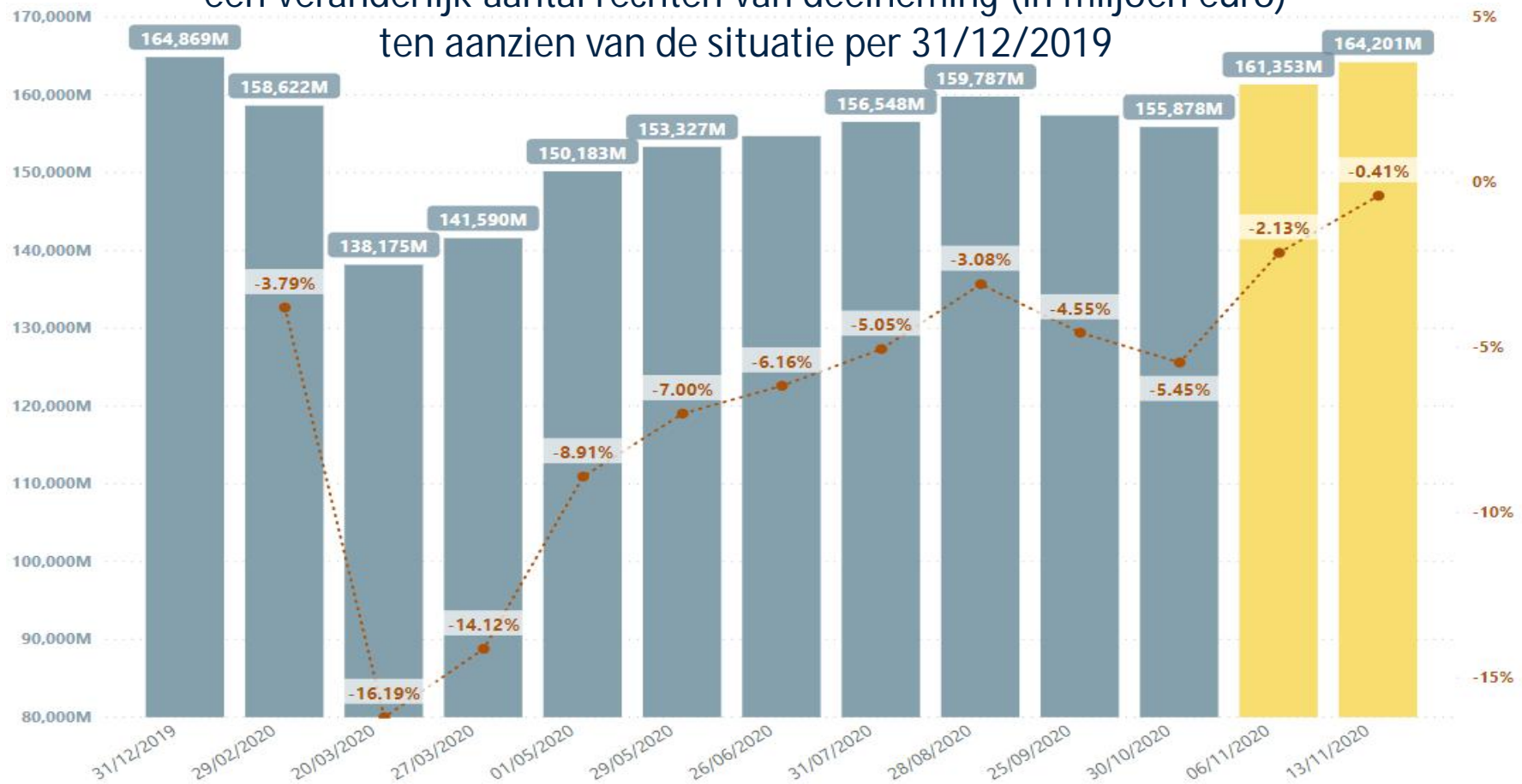
Procentuele wijzigingen t.a.v. situatie in de vorige periode

Source FSMA

Covid-19: conséquences pour les OPC publics belges

1. Evolution de l'actif net

Wekelijkse evolutie van het totaal netto-actief van de Belgische openbare fondsen met een veranderlijk aantal rechten van deelneming (in miljoen euro)

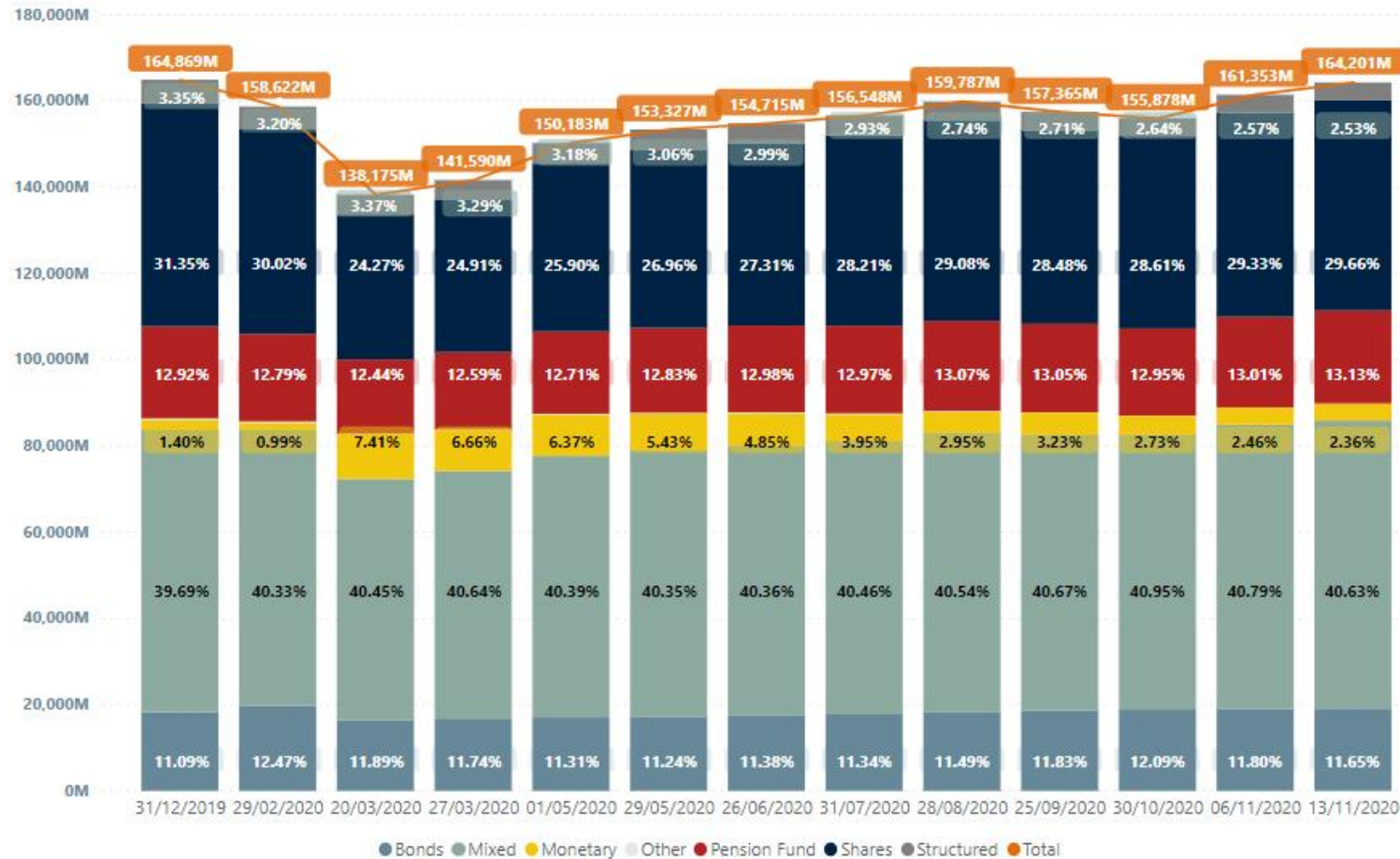


Source FSMA

Covid-19: conséquences pour les OPC publics belges

1. Evolution de l'actif net

Evolution van het totaal netto-actief van de Belgische openbare fondsen met een veranderlijk aantal rechten van deelneming per type beleggingsbeleid (in miljoen euro)



Source FSMA

Conclusions

1. Les données transmises attestées par les commissaires sont cruciales pour l'évaluation des risques par la FSMA.
 - Elles sont cohérentes, exhaustives et exactes
 - Elles sont transmises à temps
2. L'évaluation du risque de liquidité est prioritaire
 - Elle repose sur la juste valorisation et la négociabilité des actifs, mais également sur la fréquence adéquate de remboursement (Voy. Recommendation of the European Systemic Risk Board (ESRB) on liquidity risk in investment funds - ESMA34-39-1119)
 - Elle repose aussi sur des procédures de risk management adéquates et sur le *liquidity stress testing* (voy. Guidelines on on liquidity stress testing in UCITS and AIFs - ESMA34-39-897)
 - Les instruments de liquidité sont désormais disponibles pour la plupart des OPC, la capacité de mise en œuvre comme la mise en œuvre effective doivent être contrôlées.

Conclusions

3. Rapport de contrôle interne des OPC adressé aux commissaires et questionnaire périodique des OPC avec société de gestion (Circulaire FSMA_2019_23 et FSMA_2019_25)
 - Des incohérences entre ces documents et d'autres informations que les OPC transmettent à la FSMA (dossier de modification de la documentation légale, erreur de VNI,...) ont été constatés.
 - Très peu de manquements relatifs aux prestataires de services cruciaux (dépositaire, gestionnaire, agent administratif, service financier, distributeurs...) ont été signalé dans les rapports. Cependant, des erreurs de VNI récurrentes ou matérielles, des « active breaches » ou des sanctions relatives à la distribution ont été constatées par ailleurs.
 - Souvent aucune anomalie significative n'a été constatée dans le déroulement de processus de contrôle interne. Cependant, des erreurs dans les documents légaux publiés ont dû être corrigées, des sanctions ont été prises dans le cadre d'information erronée des investisseurs, des VNI ont été suspendues dans le cadre de fusions.
 - La description du contrôle interne et des fiches « Collaboration avec des prestataires de services cruciaux » ne sont pas des informations statiques mais doivent être mises à jour chaque année.



Questions?